

Tout principe est un jugement, tout jugement est l'effet de l'expérience, et l'expérience ne s'acquiert que par l'exercice des sens.

Sade

I NNOV. DOC

La Lettre d'Information du Laboratoire Redéploiement Industriel et Innovation
Université du Littoral, Dunkerque

N°7 - Janvier 1999

EDITORIAL

Global

Partant du principe que le manque de nourriture n'est pas le facteur qui explique le mieux les famines et que tout est du ressort de la volonté politique qui fait de la réforme et de l'investissement public dans la santé, l'éducation et le bien-être les principaux outils de lutte contre la misère, "le grand problème de notre société est qu'on ne pense pas assez aux pauvres. Les dirigeants ne sont jamais touchés par la famine".

Quant à la "globalisation", les marchés internationaux doivent eux aussi se soumettre à cette même volonté politique : "La globalisation est non seulement inévitable, mais elle peut être une force majeure pour la prospérité mondiale, à condition qu'elle soit appuyée de manière adéquate par des politiques nationales".

Amartya Sen
Prix Nobel d'Économie 1998.

Message adressé à tous les va-t'en guerre contre la "mondialisation" et à tous ceux qui ont cédé à la tentation hexagonale ou à la passion europhile.

SOMMAIRE

Au Carrefour des Rencontres

- Ateliers d'Innovations
 - Séminaires Économie et Innovation
 - La "Toile" de RII, la recherche en réseaux
- 2

La Recherche en Marche

- Publications & communications
 - Activités éditoriales
- 4

Centre Recherches Universitaires et Études Économiques

5

Le Point sur...

- Zora Hauclair – "Le train d'automates"
 - Blandine Laperche – "Compétences, qualifications et reconversion industrielle"
- 6-7

Les Rendez-Vous de RII

8

Directeur de la publication : Dimitri Uzunidis ♦ Rédacteurs : Renaud Bellais et Jérôme Ziel

Le Laboratoire "Redéploiement Industriel et Innovation" est animé par Dimitri Uzunidis et Sophie Boutillier.
Il bénéficie des services scientifiques de la Maison de la Recherche en Sciences de l'Homme, de l'Université du Littoral.

Prix : 20 francs ♦ Abonnement annuel : 50 francs (France) ou 80 francs (étranger)
ISSN 1285-0837 ♦ Publication paraissant en janvier, mai et septembre

Université du Littoral-Côte d'Opale – Maison de la Recherche – 21, quai de la Citadelle – 59240 DUNKERQUE
téléphone : 03.28.23.71.34, 03.28.23.71.35 ou 03.28.23.71.47 – fax : 03.28.23.71.10 – email : labrii@univ-littoral.fr

Au Carrefour des Rencontres

Séminaires Économie et Innovation

- o *Développement endogène et innovation, le cas du pôle industriel de Dunkerque (9 novembre 1998)*

L'agglomération dunkerquoise est-elle à l'aube d'un nouveau cycle de croissance, ayant achevé sa reconversion ? Malgré une volonté évidente, la région de Dunkerque n'est pas encore parvenue à formaliser les conditions nécessaires à l'éclosion d'un développement endogène (formation et valorisation de ressources productives spécifiques issues du milieu économique, social et historique local).

Le problème, pour les décideurs locaux, souligne **Olivier Coppin**, est de définir une nouvelle politique qui favorisera non seulement la intensification des relations entre grandes entreprises, PME, administrations et instances universitaires, mais assurera également la cohérence du tissu économique pour qu'émergent de nouveaux comportements porteurs d'innovations. Ce maillage relationnel doit permettre l'essor de nouvelles perspectives en matière de développement.

Toutes les conditions nécessaires à l'établissement de ce schéma de développement sont-elles réunies ? Pour le savoir, il est nécessaire d'aborder quatre axes de recherches : l'attractivité du territoire, la diversification du tissu économique local, le capital humain et l'entrepreneuriat local, l'environnement industriel et sa dynamique.

- o *Armement, recherche-développement militaire et doctrine stratégique des armées : la syzygie (30 novembre 1998)*

Pour comprendre les implications économiques de la production d'armements, il faut au préalable en définir la nature économique. Il apparaît cependant que les outils traditionnels de l'économie industrielle s'avèrent peu adaptés à cet objectif. Comme le montre **Renaud Bellais**, une réelle compréhension nécessite de prendre en compte une variable extra-économique : la doctrine stratégique.

Celle-ci pose en effet les bases sur lesquelles se tissent les relations entre firmes et la production d'armements est délimitée par les besoins des différents programmes militaires, qui s'organisent eux-mêmes en un système de systèmes.

L'intérêt de cette production est qu'elle réunit de très nombreuses compétences, dans des conditions spécifiques et dont les résultats ne sont pas uniquement utilisables dans l'armement. Il est alors possible de caractériser ce contexte industriel par le

concept de *syzygie* – i.e. le point de rencontre de sphères par ailleurs séparées et dont il est intéressant d'étudier les interactions et leurs conséquences.

Ateliers d'Innovations

- o *Mondialisation et mise en concurrence des salariés (21 septembre 1998)*

Claude Pottier, CEREM, Université de Paris X Nanterre

La théorie des relations économiques internationales s'intéresse essentiellement au commerce entre les nations, qui sert de grille d'analyse de la mondialisation. Une telle approche ne permet pas de saisir les impacts de ce processus sur l'emploi et les relations salariales. Il est nécessaire de sortir de cette problématique, en prenant notamment en compte la mobilité du capital – qui accentue encore la domination du capital sur le travail.

Le degré d'ouverture aux échanges des pays n'est pas le bon critère pour comprendre la mondialisation actuelle. C'est en fait la très forte mobilité des capitaux qui permet de mettre en concurrence les salariés dans l'ensemble du monde. Les investissements directs et les délocalisations répondent à la recherche de la combinaison optimale des facteurs de production et permettent de contenir les revendications salariales pour le plus grand bénéfice du capital...

- o *Système technique et première révolution industrielle (7 décembre 1998)*

Patrick Verley, Université de Paris I Panthéon Sorbonne

Le concept de "système technique", forgé par Bertrand Gille afin de caractériser la deuxième révolution industrielle, est-il pertinent dans le contexte de la première révolution industrielle ? L'absence de technologie (i.e. un corpus raisonné de connaissances) avant la fin du XIX^{ème} siècle permet d'en douter. En fait, il semble, selon Patrick Verley, que le progrès technique n'a pas joué un rôle majeur dans les débuts de l'industrialisation.

Celle-ci est en fait principalement le résultat d'une pression de la demande. Les interdépendances techniques restent faibles et ce sont les activités traditionnelles (textile et produits alimentaires) qui tirent la croissance jusqu'en 1850. L'élévation du niveau de vie, l'élargissement des marchés, le développement des échanges internationaux, une forte élasticité-prix des produits et l'introduction d'innovations améliorant constamment la productivité – ces cinq conditions doivent être réunies pour donner naissance à un système technique.

La “Toile” de RII, la recherche en réseaux

- o *Colloque Marx International, Universités de Paris I et Paris X, Nanterre, 30 septembre-3 octobre 1998*

Alors que la chute du “socialisme réel” avait largement occupé les esprits lors du premier Colloque Marx International en 1995, les discussions lors de la deuxième édition de ce colloque se sont recentrées sur les métamorphoses du travail (en particulier du travail salarié) et sur le devenir du capitalisme mondial.

La précarisation de l'emploi salarié, le maintien à un niveau élevé du chômage, mais aussi les crises financières à répétition qui détruisent en quelques instants de grandes entreprises,... nous sommes dans un seul monde, le capitalisme mondial a uniformisé les problèmes (crise et chômage) et les pratiques (libéralisme, finance globale et ouverture des marchés). Alors quelles conclusions en tirer ? La revue *Innovations* a organisé un séminaire sur le thème “Changement technique et innovation”.

- o *Colloque “Investissements étrangers et milieu local”, Université de Haute Bretagne, Rennes, 8-9 octobre 1998*

Quelles sont les raisons poussant une entreprise à s'implanter sur un territoire ? Quelles en sont les conséquences socio-économiques ? Le colloque organisé par le laboratoire RESO a tenté de répondre à ces interrogations. Suivant une approche mêlant géographie et économie, ce colloque souligne la diversité des approches et des cas présentés, ainsi que des témoignages de chefs d'entreprises étrangères.

Le marché joue certes un rôle (débouchés, densité du tissu de sous-traitants, etc.) ; mais l'action de l'État et des collectivités locales garde une importance déterminante, car elle permet aux entreprises étrangères de bénéficier d'externalités positives (intrants productifs matériels et immatériels). Jérôme Ziel a présenté le cas de Dunkerque, en soulignant la faible offre structurelle des ressources susceptibles d'attirer et de maintenir les investisseurs étrangers et... nationaux.

- o *Colloque “Mutations du travail et territoire”, Université de Picardie-Jules Verne/Université de Paris I, Amiens, 8-10 octobre 1998*

Ce colloque pluridisciplinaire et international, organisé par les laboratoires ERSI (UPJV) et ISYS-METIS (Paris I), a débuté par une analyse des mutations du capitalisme contemporain. La multiplication des formes de travail et l'importance du savoir dans les activités productives ont ensuite été liées aux transformations, à la reconfiguration et à la hiérarchisation des territoires.

Dans le contexte de globalisation, le territoire garde sa pertinence – en tant que lieu de naissance, d'expérimentation et de diffusion des technologies nouvelles. Les débats ont mis l'accent sur la socialisation croissante des activités productives, sur les fondements de la valeur et sur l'émergence – ou non – d'une nouvelle étape du capitalisme.

- o *Forum “En avant l'entreprise”, CNPF, Marcq-en-Baroeul, 2 octobre 1998*

Marcq-en-Baroeul (Nord) a été le siège d'un des sept forums régionaux fondateurs du MEDEF. Son objectif était de dégager de nouvelles orientations destinées à faire de l'innovation le nouveau moteur de la croissance. La principale question qui était posée – à savoir comment rendre plus innovantes les entreprises ? – a débouché sur de nouvelles pistes essentiellement en matière d'accès aux résultats de la recherche. Refusant de nouvelles subventions, les chefs d'entreprises ont davantage plaidé pour que l'État leur offre des incitations fiscales supplémentaires. Mais l'entrepreneuriat se réduit-il à ceci ?

- o *Débat “Où va l'économie française ?”, MEDEF, Dunkerque, 9 décembre 1998*

Le constat de la France entrepreneuriale, dressé par Denis Kessler, est sévère : croissance faible, chômage, précarité, maigre curiosité technologique... qui se traduisent par une France en perte de vitesse face à la mondialisation de l'économie.

Pour revaloriser l'entreprise et stimuler les entrepreneurs, les solutions pour Denis Kessler sont simples : débrider l'investissement, réduire les lourdeurs bureaucratiques par un retrait massif de l'État et renforcer l'éducation et la formation. Mais qu'en est-il de l'effort patronal dans la création de richesses (et d'emplois) au moment où la finance guide les choix et sanctionne l'efficacité des PDG ?



La Recherche en Marche

Publications & Communications

- * BELLAIS R., Enjeux de la maîtrise de l'information dans la défense, *Réseaux*, n°91, septembre-octobre 1998.
- * BELLAIS R., Plantes transgéniques : nouvelle "Révolution verte" ou simple redéploiement industriel ?, *Innovations, Cahiers d'économie de l'innovation*, n°9, premier semestre 1999.
- * BOUTILLIER S., *Mutations du travail : travail salarié et travail indépendant, vers une nouvelle forme de mise au travail ?*, Colloque "Mutations du travail et territoire", Université de Picardie-Jules Verne/Paris I, Amiens, 8-10 octobre 1998.
- * BOUTILLIER S., UZUNIDIS D., Grèce : le pas suspendu de l'Europe, *Avancées*, septembre 1998.
- * BOUTILLIER S., UZUNIDIS D., *Marx, Schumpeter, le capitalisme peut-il survivre ?*, IIème Colloque Marx International, Paris I/Paris X, Nanterre, 30 septembre-3 octobre 1998.
- * BOUTILLIER S., UZUNIDIS D., Les travailleurs venant de Russie et d'Albanie en Grèce aujourd'hui, *Cahiers Balkaniques*, n°25, 1998.
- * BOUTILLIER S., UZUNIDIS D., L'entrepreneur héroïque, puis socialisé, *Problèmes économiques*, n°2591-2592, 18 novembre 1998.
- * LAPERCHE B., *Le gouvernement des entreprises dans les pays en développement*, Document de travail n°19, Lab.RII/ULCO, septembre 1998.
- * LAPERCHE B., *Recensement des besoins en qualifications et en compétences sur le bassin d'emploi dunkerquois*, MEDEF Littoral Nord, Lab.RII, novembre 1998.
- * LAPERCHE B., *Qualifications et compétences dans les emplois du Dunkerquois : les conséquences de l'aménagement du temps de travail*, rapport pour le compte du Conseil Régional du Nord-Pas de Calais, Lab.RII, décembre 1998.
- * LAPERCHE B., L'atout-firme : la (dé)réglementation et les accords internationaux d'investissement, *Innovations, Cahiers d'Économie de l'Innovation*, n°9, premier semestre 1999.
- * B. LAPERCHE, UZUNIDIS D., Déréglementation et alliances dans les télécommunications, l'État, les monopoles et le marché, *Terminal*, n°76/77, été-automne 1998.
- * B. LAPERCHE, UZUNIDIS D., Systèmes nationaux d'emploi et stratégies mondiales des firmes, la flexibilité comme norme, *Innovations, Cahiers d'Économie de l'Innovation*, n°9, premier semestre 1999.
- * COPPIN O., *Évolution technologique et stratégies mondiales d'intégration : firmes et structures de l'industrie informatique*, Document de travail n°20, Lab.RII/UL, novembre 1998.
- * ZIEL J., Japon : entre interventionnisme et aventure libérale, *Avancées*, septembre 1998.
- * ZIEL J., *Attractivité, pôle industrialo-portuaire et cadre entrepreneurial à Dunkerque*, Colloque "Investissements étrangers et milieu local", Université de Haute Bretagne, Rennes, 8-9 octobre 1998.
- * ZIEL J., L'économie dunkerquoise en effervescence, *La Voix du Nord*, 16 octobre 1998.

Activités éditoriales

- ✓ *INNOVATIONS, Cahiers d'économie de l'innovation, n°9 (premier semestre 1999) : "Travail et Capital, la mésentente"*
R. Ardent, R. Bellais, G. Caire, G. Duval, F. Gaitis, A. Kartchevsky, B. Laperche, B. Lefebvre, M. Verret, Ph. Vrain, D. Uzunidis.

Le capital, investi pour produire les richesses privées et sociales, ne peut se créer par lui-même, ni fonctionner directement ou indirectement en dehors du travail humain. Le travail qui est à l'origine de l'augmentation du capital ne peut plus, pour sa part, se mesurer par le labeur individuel de tout un chacun. L'automatisation de la production, les services technologiques, les relations entre les entreprises montrent que l'expérience et les connaissances passées s'ajoutent au travail actuel et font que certains emplois sont condamnés à disparaître et d'autres, plus qualifiés, voient le jour.

La mésentente actuelle entre le capital et le travail provient du fait que les entreprises ont accumulé beaucoup de travail passé pour recruter en masse de nouveaux travailleurs. Le chômage est aussi un puissant levier d'aliénation et de dévalorisation du travail actuel. Les nombreuses formes atypiques et précaires de contrats le prouvent. Ce numéro de la revue *Innovations* contribue à la réflexion sur la dynamique de l'inégalité entre capital et travail dans la période actuelle de fort chômage et de multiplication des mesures de flexibilité du travail.

Un débat important sur les défis économiques et technologiques des plantes génétiquement modifiées complète ce volume.

- ✓ Sylvie SAMMUT, *Jeune entreprise, La phase cruciale du démarrage*, coll. "Économie et Innovation", L'Harmattan, 1998, 192 pages.

Créer son entreprise est une chose, la faire vivre en est une autre. Réussir le démarrage n'est pas chose aisée comme en témoignent les taux d'échec préoccupants. Il importe alors de comprendre les défis que la jeune entreprise doit relever de façon à identifier, dans un premier temps, les obstacles qu'elle doit franchir et proposer, dans un second temps, de nouvelles perspectives d'aide au développement de la

petite entreprise et à la sauvegarde de l'envie d'entreprendre.

Sylvie Sammut propose une grille d'analyse permettant la mise au point de scénarios de démarrage. Ceux-ci rendent plus abordable la phase cruciale du démarrage, tant pour les récents et futurs créateurs d'entreprises que pour les experts en démarrage (consultants, autorités locales, spécialistes de la création d'entreprises, etc.). Sylvie Sammut fonde ses réflexions et propositions sur des cas concrets de jeunes entreprises.

Centre "Recherches Universitaires et Études Économiques"

La RUEE vers les affaires

- o *Quelques nouvelles du DESS "Entrepreneuriat et Redéploiement industriel"*

Une quinzaine de conférences ont été programmées, animées par des experts en matière de logistique industrielle, de financement et de suivi des créations d'entreprise et d'aménagement des territoires. Plus particulièrement les conférences sont regroupées en trois axes : rédaction, suivi et financement des projets de création d'entreprise ; fiscalité, aménagement et cadre juridique ; tissu industriel local et milieu innovateur. Les animateurs sont des cadres territoriaux, des dirigeants ou des cadres d'entreprises. Le MEDEF, la Banque de France, le ministère de l'Industrie et le Conseil Régional du Nord-Pas de Calais sont parties prenantes de ce cycle de conférences.

- o *Aménagement et réduction du temps de travail et travail en continu à Dunkerque*

responsables : Sophie Boutillier, Blandine Laperche

Cette enquête, financée par le Conseil Régional du Nord-Pas de Calais, a pour objectif de déterminer l'influence de l'organisation du travail en continu (métallurgie, sidérurgie, agro-alimentaire, énergie, etc.) sur la conduite adoptée par les entreprises face aux opportunités offertes par l'aménagement et réduction du temps de travail.

Le choix de ce type d'entreprises s'explique par la place importante qu'occupe ce mode d'organisation dans une région anciennement industrialisée comme le Dunkerquois et parce que les entreprises travaillant en continu bénéficient d'une expérience de flexibilité sans doute généralisable aux autres entreprises.

- o *Concours "Jeunes créateurs d'entreprise du Littoral 1999"*

responsables : Renaud Bellais, Olivier Coppin, Pierre Pleuvret

La création de petites entreprises est au cœur de la dynamique économique d'une région et source de nouveaux emplois. Le Laboratoire RII et le DESS "Entrepreneuriat et Redéploiement Industriel", en partenariat la Chambre de Commerce et d'Industrie de Dunkerque, la Ruche d'entreprises de Dunkerque, l'Union Patronale Interprofessionnelle de la Région de Dunkerque, la Fondation "Nord Entreprendre" et plusieurs banques et entreprises lancent un concours récompensant les jeunes créateurs d'entreprise.

Ce concours est ouvert à tout jeune diplômé (niveau maîtrise) et récompense un projet de création d'entreprise innovante et à haut contenu en capital humain. Le lauréat pourra bénéficier du soutien du comité de parrainage du concours en termes de conseils juridiques, d'expertise financière et commerciale et recevra une aide financière de 30 000 francs. Ouverture du concours en janvier 1999.
Renseignements – téléphone : 03.28.23.71.47
email : bellais@univ-littoral.fr

- o *Observatoire Économique de la Région de Dunkerque, 14 décembre 1998 : Milieu innovateur, attractivité et développement*

Dans la phase actuelle de mondialisation-centralisation de l'économie, le local se présente aux investisseurs comme un "réservoir de facteurs de production". La qualité de ceux-ci est fonction de l'intervention publique. Mais ce n'est que par la richesse des échanges interindustriels que le local se transforme en espace entrepreneurial, assurant une croissance auto-entretenu.

Le Point sur...

Le train d'automates

Zora HAUCLAIR

La pièce est surchauffée. Les tableaux accrochés au mur rappellent les exploits du fameux trimaran à bord duquel l'Américain subventionné avait porté haut les couleurs de la banque, qui par la suite avait décroché quelques contrats juteux. Sans fierté pour le héros des mers, Paul quitte le bureau pour quelques affaires urgentes. Les portes coulissantes se referment d'elles-mêmes, annonçant une fuite imminente. D'un même geste, les gominés cravatés déplient le plateau amovible que la société longue distance a installé dans ses trains, de taille adéquate pour accueillir l'engin. Dans le filet collé au dossier se fixent les brouillons de rapport en retard.

Le maniement de l'outil est chose acquise, sauf pour les angoissés comme Paul. Le petit carré magnétique ne lui convient guère. La chaleur humaine et tactile permet – normalement – le déplacement du curseur avec aisance, rapidité et grâce. Mais la nervosité provoquant chez lui une sécrétion épidermique gênante, traduite par la poignée de main laiteuse qu'il tend fébrilement chaque matin à Bernard Jonquille, directeur de l'agence, réduit l'efficacité présumée de l'appareil. Essuyant sa main avec le mouchoir blanc prévu à cet effet, soufflant sur ses doigts pour retrouver l'aridité, Paul se met enfin au travail, mi-pensif, mi-concentré sur son rapport en retard.

Tout comme leurs cartes de crédit, les chronomètres électroniques implantés sur l'avant bras, examinent les moindres gestes des gominés. Tous les Bernard Jonquille du grand bureau tout en haut veillent à la bonne exécution de leurs stratégies et au respect de l'efficacité continue des gominés. Toute pensée, rêverie, expression des sens est analysée, soupesée, évaluée, triée. La machine centrale broie les informations et crache son verdict : efficacité continue, efficacité déclinante.

Trop souvent répétée, elle est synonyme de renvoi pour "non conformité au poste". Conformité, s'aventurerait Paul à penser ! Tous les salariés et prétendants sont aujourd'hui coulés dans le même moule. Interchangeables comme des disquettes pré-formatées, adoptant les mêmes réflexes, mimiques, habitudes vestimentaires et culturelles,...

Paul a 35 ans. Bon gré, mal gré, il a adopté à coups de stages de formation, nom commun du bourrage de crâne, les méthodes des travail réclamées par ses chefs.

Les champs décolorés à force de n'être regardés passaient à toute vitesse. Quelques vaches étonnées, coiffées d'un attirail électronique demandaient de leurs grands yeux vides aux voyageurs trop pressés le pourquoi d'un tel souci de productivité, tout en manœuvrant leur mâchoire comme à l'habitude. Mais personne ne se souciait d'y répondre.

Aux hommes de son âge, on avait promis la libération par l'outil, la réappropriation du savoir-faire et de la réflexion. Et on y avait cru, continuait silencieusement Paul, se jetant tête perdue dans les lavages de cellules, en s'intégrant aux réseaux informatisés. Bien loin, tous ces discours fantasmagoriques sur la Révolution par la connaissance et l'information. Le surplus d'information masquait toute possibilité de regard et la réflexion était devenue un délit.

La schizophrénie guettait les résistants, Paul était de ceux-là. Sa réflexion ne l'avait pas quitté, mais elle était difficilement détectable par les flux électroniques puisqu'il pouvait en même temps maintenir une fonction assez simple d'ouvrier de l'information, tapant sur les touches, pensant dans les normes, tout en poursuivant dans l'une des parties obscures de son cerveau ses réflexions désespérée sur son existence et celle encore plus piteuse de ses congénères dont aucune partie de son cerveau n'avait échappé au lavage.

Première gare. En troupeau, ils descendent pour courir dans leurs taxis qui les mènent vers leurs affaires urgentes. D'autres montent avec fracas, avec ce même regard hystérique posé sur leur montre, le numéro de leurs billets, et se mettent en quête de leur bureau roulant. Le train poursuit sa route... Paul a trop pensé...

Vient de paraître...

Sylvie SAMMUT

Jeune entreprise
La phase cruciale
du démarrage

Économie et innovation
L'HARMATTAN 1998

Compétences, qualifications et reconversion industrielle

Blandine LAPERCHE

L'évolution technologique, le renforcement de la concurrence par l'innovation et l'augmentation des candidats à l'embauche ont pour conséquence, à l'échelle nationale et notamment dans les secteurs d'activités les plus dynamiques, l'amélioration des exigences patronales en personnel bien formé et doté d'une large palette de savoir – du savoir-faire au savoir-être. Qu'en est-il dans la région dunkerquoise, où l'industrie lourde a longtemps été au cœur d'un pôle industriel aujourd'hui à la recherche d'un nouveau souffle (Cf. S. Boutillier, D. Uzunidis, *Ports et industries du Nord*, L'Harmattan, 1998) ?

Des pôles de compétences

D'après l'enquête "Évolution des qualifications et des compétences dans les emplois du dunkerquois" réalisée au cours de l'année 1998 auprès de 128 entreprises dunkerquoises dans 23 secteurs d'activités (hormis le secteur agricole), il apparaît que 52,8% des embauches réalisées sur la période 1995-1997 l'ont été à des niveaux de qualification supérieurs ou égaux au Baccalauréat ; ce niveau de diplôme étant le niveau le plus recherché par les entreprises dunkerquoises. Sur une période de neuf ans, la proportion des embauches à un niveau égal ou supérieur au Baccalauréat a augmenté de 13% : Dunkerque semble donc entraînée dans le tourbillon des compétences. D'autant que les entreprises dunkerquoises comptent dans les trois ans à venir persévérer dans la même voie : selon les anticipations des dirigeants, les embauches qui vont clore le second millénaire (1998-2000) s'effectueront pour près de 60% à des niveaux de qualification supérieurs ou égaux au Baccalauréat.

Mais l'élévation générale des niveaux de qualifications embauchées ne signifie pas pour autant une disparition des embauches de personnel peu qualifié : la comparaison des versions 1994 et 1998 de l'enquête met en évidence une tendance à la polarisation des embauches aux deux extrêmes de l'échelle des niveaux de qualification (niveaux Bac plus 3,4 et 5 et niveau sans diplôme) et une réduction sensible des embauches réalisées à des niveaux intermédiaires (du CAP au Bac). Cette polarisation des embauches n'est pas non plus comparable à celle observée dans les "villes globales" (S. Sassen, *La ville globale*, Descartes et Cie, 1996) au sein desquelles elle s'explique par la montée des services, aux entreprises notamment. A Dunkerque, sur la période 1995-1997, plus de 62% des embauches ont été réalisées dans l'industrie (hors BTP) à 24% dans les services (hors commerce) soit des proportions stables par rapport aux enquêtes précédentes.

Les analyses qui portent sur l'élévation des compétences, des qualifications, du savoir dans l'économie mettent souvent l'accent sur le dynamisme apporté par les petites et moyennes entreprises. A

Dunkerque toutefois, les principaux pourvoyeurs d'emplois restent les grandes entreprises (plus de 500 salariés), piliers du pôle industriel construit autour des secteurs de la métallurgie, de la sidérurgie, de la chimie et de l'énergie et les niveaux de qualification embauchées augmentent avec la taille des entreprises. Les établissements de plus de 500 salariés ont été à l'origine de près de 30% des embauches réalisées entre 1995 et 1997 et ont absorbé plus de la moitié des Bac+5 recensés. Dominée par l'industrie lourde, l'économie locale se soumet aux aléas de la productivité des grandes unités : un noyau bien formé et expérimenté de salariés stables, contre une armée de travailleurs polyvalents, sans qualification spécifique.

Formation et flexibilité

L'amélioration des compétences découle aussi de la généralisation de la formation continue. 94,5% des entreprises dunkerquoises interrogées déclarent avoir recours à la formation continue (sécurité, qualité, environnement, informatique) et dans 66% des cas, cette formation est constante et adressée à l'ensemble du personnel. Les entreprises sont amenées à adopter des normes techniques et environnementales nationales et internationales, gage de leur compétitivité, et à investir dans l'outil informatique.

A l'élévation générale des compétences et des qualifications dans les emplois du Dunkerquois s'associe une demande plus grande de flexibilité. Le contrat de travail à durée déterminée et l'intérim constituent de plus en plus des étapes préliminaires à l'embauche définitive. La réduction du temps de travail à 35 heures devrait renforcer cette tendance, selon les dirigeants qui attendent un effet positif sur l'emploi. En outre, l'aménagement comme la réduction du temps de travail accentuent la demande en personnel polyvalent, tant pour le travail ouvrier qu'administratif, ce qui augmente le besoin en qualifications et compétences.

L'élévation générale de la demande de compétences et de qualifications ne va pas de pair avec une transformation structurelle de l'économie dunkerquoise. Les secteurs qui annoncent une diversification du tissu industriel (agro-alimentaire, traitements de déchets industriels et ménagers) ne sont pas les plus gourmands en personnel qualifié et le pôle industriel dunkerquois est à l'origine de l'embauche de la plus forte proportion des emplois, qualifiés ou non. En revanche, l'amélioration des compétences et des qualifications embauchées dans le dunkerquois s'associe à un recours croissant à des formes de contrats flexibles (CDD, intérim), qui s'appliquent ou vont s'appliquer (avec l'application des 35 heures) à un nombre de métiers et de postes de plus en plus important.

Ce *Point sur...* reprend les conclusions de l'enquête "Recensement des besoins en qualifications et compétences sur le bassin d'emploi dunkerquois" (mars-novembre 1998), réalisée par le Lab.RII, sous la dir. de B. Laperche, pour le compte du MEDEF de Dunkerque.

Les Rendez-Vous de R.I.I.

Les Ateliers d'Innovations : programme pour 1998-1999

o **29 mars 1999 : Les cycles longs d'innovation, une approche critique**

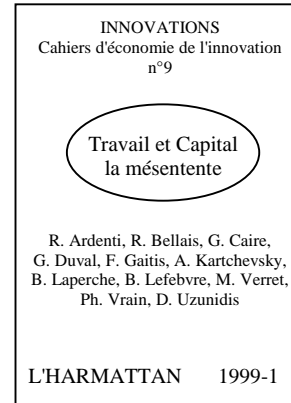
Jean-Louis CACCOMO, Université de Perpignan

La théorie schumpétérienne connaît un regain d'intérêt certain. Cependant, ne faut-il pas porter un regard critique sur la théorie des cycles longs ?

o **3 mai 1999 : L'installation des réseaux techniques urbains (1880-1920)**

Alexandre FERNANDEZ, Université de Bordeaux III

L'apparition de technologies a donné naissance à des réseaux (eau, gaz, etc.). Quels ont été les impacts de tels réseaux dans la dynamique économique ?



Le laboratoire RII vous souhaite une bonne et fructueuse année 1999 !

Colloque international et interdisciplinaire "Mutations du travail en Europe"

18-19 mars 1999 (ULCO)
Direction scientifique : Brigitte Lestrade
Gueststar : Mikhaïl Gorbatchev

18 mars 1999 : Dunkerque

Les nouveaux compromis sociaux entre flexibilité et permanence (W. Salverda, N. Vaneecloo, F. Green, B. Lestrade, etc.) ; *L'espace social européen* (D. Redor, C. Palloix, C. Bloch, S. Boutillier, etc.) ; *Les spécificités des mutations du travail en Europe de l'Est* (M. Gorbatchev, W. Wagner, J. Heinen et d'autres personnalités de Russie et d'Europe de l'Est)

19 mars 1999 : Boulogne-sur-mer

La dérégulation du marché de l'emploi privé (D. Vulliamy, H. Rudolph, M. Richevaux, P.Y. Verkindt, etc.) ; *Reconversions, restructurations et accompagnement social* (M. Dupré, B. Béthouart, Ph. Nouveau, J. Ziel, etc.) ; *Nouvelles technologies, nouveaux métiers* (Ch. Le Gall du Tertre, J.P. Durand, G. Duval, etc.) ; *Les nouvelles formes de contrat dans la fonction publique* (L. Schrappier, L. Neycken, etc.) ; *L'emploi entre le secteur marchand et le secteur non-marchand* (J.L. Laville, C. Rey, J.Y. Trepos, etc.)

renseignements et inscription : B. Lestrade, Université du Littoral (tél : 03.28.23.73.73)

Colloque "Mondialisation, institutions, citoyenneté"

29-30 avril 1999, Parlement européen, Bruxelles
Organisation: Lab.RII (ULCO), Fondation Jacquemotte, Gauche Unitaire Européenne

Thèmes : histoire de la mondialisation, enjeux économiques : firmes, finance, règles, mondialisation et pouvoir des organisations internationales, mondialisation et politiques économiques et sociales, mondialisation, organisations politiques et syndicales, résistances et alternatives politiques, économiques et sociales.

Intervenants : Ch. Palloix (univ. Amiens, les paradoxes de la mondialisation actuelle), S. Boutillier (ULCO, le concept de mondialisation), B. Gerbier (univ. Grenoble, mondialisation ou américanisation), R. Di Ruzza (univ. d'Aix, Mondialisation et travail), B. Laperche (ULCO, globalisation et gouvernement d'entreprise), D. Uzunidis (ULCO, l'entreprise mondiale et l'État), S. George (Obs. de la Mondialisation, Mondialisation et Tiers-monde), J.P. Page (CGT, Syndicalisme et mondialisation), N. Albala (Avocat, les citoyens et l'élaboration de la mondialisation), P. Bongiovanni (CICV, Problématique de la transition), M. Osandon (univ. Bruxelles, Europe et pays en développement), P. Beauvois (PCB, la finance globale), R. Petrella (univ. Bruxelles, institutions et transnationales), etc.

renseignements : D. Uzunidis, Lab.RII - France (tél : +33 3.28.23.71.34) ; P. Beauvois, Fondation Jacquemotte, Belgique (tél : +32 2.548.02.90)

